

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Blainville | 73015 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Blainville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Marie France Potvin

Signé par :

Marie-France Potvin

ACFDF48FCA4E4D9...

Date

1.1

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Blainville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Blainville (ci après « la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. ¹

Saint-Jérôme, le 9 juin 2026

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A113000

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	110 848 732	110 534 185	106 251 833
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 027 214	1 948 766	1 785 938
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 464 931	21 313 616	9 925 161
Services rendus	5	12 836 667	14 952 375	14 379 476
Imposition de droits	6	8 750 000	17 691 003	15 638 481
Amendes et pénalités	7	3 150 000	3 624 097	2 837 830
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 545 494	2 826 721	3 315 045
Autres revenus	10	1 900 000	27 163 274	6 434 321
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	151 523 038	200 054 037	160 568 085
Charges				
Administration générale	14	19 532 445	18 675 011	17 286 630
Sécurité publique	15	34 456 847	36 118 824	32 934 570
Transport	16	29 403 271	31 951 294	28 243 278
Hygiène du milieu	17	25 472 493	23 218 742	24 602 018
Santé et bien-être	18		4 378 968	268 240
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 668 835	5 414 654	4 851 612
Loisirs et culture	20	32 045 372	32 469 431	31 146 898
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 610 818	8 016 938	7 740 733
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	154 190 081	160 243 862	147 073 979
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(2 667 043)	39 810 175	13 494 106
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		313 533 013	300 038 907
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		313 533 013	300 038 907
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		353 343 188	313 533 013

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	49 561 903	31 338 836
Débiteurs (note 5)	2	46 995 635	40 887 065
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	96 557 538	72 225 901
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		30 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	31 081 681	28 726 434
Revenus reportés (note 11)	12	6 173 368	6 539 896
Dette à long terme (note 12)	13	215 546 004	223 275 197
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	10 410 000	8 308 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	263 211 053	266 879 527
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(166 653 515)	(194 653 626)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	515 327 029	501 849 077
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 548 001	5 060 578
Stocks de fournitures	20	501 821	631 886
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	619 852	645 098
	23	519 996 703	508 186 639
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	353 343 188	313 533 013
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	353 343 188	313 533 013
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	353 343 188	313 533 013

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(2 667 043)	39 810 175	13 494 106
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	36 360 000)(	36 246 505)(	30 488 775)
Produit de cession	3		17 094 027	33 109
Amortissement	4	21 832 153	23 257 002	23 379 267
(Gain) perte sur cession	5		(16 796 057)	(2 411)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(786 419)	(10 494)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(14 527 847)	(13 477 952)	(7 089 304)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 512 577	80 044
Variation des stocks de fournitures	10		130 065	(36 345)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		25 246	103 937
	13		1 667 888	147 636
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(17 194 890)	28 000 111	6 552 438
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(194 653 626)	(201 206 064)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(194 653 626)	(201 206 064)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(166 653 515)	(194 653 626)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	39 810 175	13 494 106
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	23 257 002	23 379 267
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	4.1	(16 796 057)	(2 411)
	5	46 271 120	36 870 962
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 108 570)	2 112 734
Autres actifs financiers	7		442 828
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 355 247	3 659 816
Revenus reportés	9	(366 528)	762 746
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 102 000	(615 000)
Propriétés destinées à la revente	11	726 158	69 550
Stocks de fournitures	12	130 065	(36 345)
Autres actifs non financiers	13	25 246	103 937
	14	45 134 738	43 371 228
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	36 246 505)	(30 488 775)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	17 094 027	33 109
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(19 152 478)	(30 455 666)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 ()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 ()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	37 902 955	43 001 820
Remboursement de la dette à long terme	26 (	45 714 331)	(41 708 846)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(30 000)	(17 591 100)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	82 183	(46 117)
Autres			
▪	29.1		
	30	(7 759 193)	(16 344 243)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	18 223 067	(3 428 681)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	31 338 836	34 767 517
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	31 338 836	34 767 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	49 561 903	31 338 836

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Blainville (ci-après « Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les citées et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes de renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable, ainsi que la quote-part des actifs, passifs, revenus et charges des partenariats sur lesquels la Ville exerce un contrôle partagé.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend l'organisme périmunicipal suivant dans la proportion indiquée:

- Le Centre d'Excellence sur glace : consolidé au taux de 100 % (100 % en 2024).

Les opérations réciproques ont été éliminées aux fins de la présentation des états financiers.

b) Partenariats

La Ville participe aux deux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et Blainville : consolidée au taux de 48,36 % (48,36 % en 2024) pour les résultats et pour l'état de la situation financière;

- Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert : consolidée au taux de 25 % (25 % en 2024).

Les opérations réciproques ont été éliminées aux fins de la présentation des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, dépréciation des actifs financiers, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies:

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures	
Eau potable	40 ans
Eaux usées	40 ans
Chemins, rues, routes	15 à 40 ans
Autres	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	30 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au coût selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées une fois par année, lorsque le MAMH détermine le montant. Celui-ci est basé selon les valeurs au sommaire du rôle au 15 septembre et du taux global de taxation de l'année précédente.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des pompiers est un régime de retraite par financement salarial, auquel participe la Ville sans en être le promoteur. Il est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations des régimes de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

Pour chacun des régimes de retraite, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : la mesure qui consistait à affecter aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime n'est plus utilisée depuis 2020.

En date du présent exercice financier, il n'y a pas de montant relatif aux avantages sociaux futurs dont la comptabilisation est reportée.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

J) Autres éléments**Excédent de fonctionnement affecté**

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	49 561 903	31 374 189
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	49 561 903	31 374 189
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	(35 353)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	49 561 903	31 338 836
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	15 015 425	10 450 774
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	26 512 000	23 060 000

Note

Les sommes affectées, comprises dans la trésorerie et les équivalents, sont associées aux revenus reportés, aux excédents de fonctionnement affectés et aux réserves financières.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 7 527 175 \$ \$ (7 926 496 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 2 826 721 \$ (3 315 045 \$ en 2024)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	10 899 309	6 987 530
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	20 483 860	19 266 342
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 011 942	5 191 410
Organismes municipaux	13	4 618	27 656
Autres			
▪ Mutations, facturation diverse	14.1	8 449 608	4 860 349
▪ Intérêts, amendes, autres	14.2	6 146 298	4 553 778
	15	46 995 635	40 887 065
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 008 387	14 903 559
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	14 008 387	14 903 559
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	794 098	851 902
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	12 070 488	12 748 659
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24		8 276
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26	1 900 921	2 298 891
Autres ministères/organismes	27	6 512 451	4 210 516
	28	20 483 860	19 266 342

Note

Les montants de débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,40 % à 4,48 % (0,71 % à 4,48 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard le 15 mars 2045.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-valeur déduite des placements de portefeuille	40	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000 \$ pour ses activités de fonctionnement portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,25 % (4,2 %; 5,2 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée.

La Ville de Blainville dispose d'une marge de crédit de 95 000 000 \$ sous forme d'acceptations bancaires pour ses activités d'investissement pour des termes de 7 à 364 jours et portant intérêt au taux des acceptations bancaires 30 jours majoré de 0,80 %. Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée.

La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux usées de Sainte-Thérèse et Blainville dispose d'une marge de crédit de 100 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %; 5,45 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée.

Le Centre d'Excellence sur glace dispose d'une marge de crédit de 400 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (4,95 %; 5,95 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, la marge de crédit est inutilisée (30 000 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	7 203 288	8 639 655
Salaires et avantages sociaux	45	13 587 037	11 088 861
Dépôts et retenues de garantie	46	7 689 503	6 457 331
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus	48.1	2 354 367	2 294 929
▪ Autres	48.2	247 486	245 658
	49	31 081 681	28 726 434

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	672 691	483 040
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	3 603 593	4 234 410
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Recettes diverses	62.1	1 897 084	1 695 018
▪ Fonds de stationnement	62.2		127 428
	63	6 173 368	6 539 896

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,40	2026	2048	64	197 337 704	205 562 490
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	8,87	8,87	2026	2026	68	1 192 452	1 202 280
Autres	3,35	3,69	2026	2026	69	17 658 145	17 234 907
					70	216 188 301	223 999 677
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(642 297)	(724 480)
					72	215 546 004	223 275 197

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		30 868 624	3 273 046	17 658 145	51 799 815
2027	74		37 984 191			37 984 191
2028	75		34 770 954			34 770 954
2029	76		32 448 859			32 448 859
2030	77		33 338 958			33 338 958
2031 et plus	78		27 926 118			27 926 118
	79		197 337 704	3 273 046	17 658 145	218 268 895
Intérêts et frais accessoires	80		(	2 080 594)	(	2 080 594)
	81		197 337 704	1 192 452	17 658 145	216 188 301

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 76 000	1 943 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (10 486 000)	(10 251 000)
	84 (10 410 000)	(8 308 000)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 250 000	415 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 290 000	211 000
Régimes à cotisations déterminées	87 4 226 044	4 065 177
Autres régimes (REER et autres)	88 6 002	4 508
Régimes de retraite des élus municipaux	89 121 521	118 561
	90 5 893 567	4 814 246

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	114 164 392	1 279 183		115 443 575
Eaux usées	102	203 092 938	1 445 707		204 538 645
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	235 025 492	1 353 053		236 378 545
Autres					
▪ Stationnement, éclairage, parc	104.1	81 946 114	7 636 297		89 582 411
▪ Aménagement du parc	104.2	975 389			975 389
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	148 206 617	2 417 540		150 624 157
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	20 336 692	2 336 693	671 046	22 002 339
Ameublement et équipement de bureau	109	10 382 996	615 124		10 998 120
Machinerie, outillage et équipement divers	110	21 452 610	323 729	206 138	21 570 201
Terrains	111	35 168 734	1 673 669	(760 119)	37 602 522
Autres	112				
	113	870 751 974	19 080 995	117 065	889 715 904
Immobilisations en cours	114	34 765 016	17 165 510		51 930 526
	115	905 516 990	36 246 505	117 065	941 646 430
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	51 340 419	2 760 749		54 101 168
Eaux usées	117	93 262 541	4 989 020		98 251 561
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	137 302 353	5 954 326		143 256 679
Autres					
▪ Stationnement, éclairage, parc	119.1	43 540 165	3 331 470		46 871 635
▪ Aménagement du parc	119.2	809 942	38 063		848 005
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	45 541 777	3 110 810		48 652 587
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	9 995 963	1 255 725	374 213	10 877 475
Ameublement et équipement de bureau	124	6 594 588	614 518		7 209 106
Machinerie, outillage et équipement divers	125	15 280 165	1 202 321	231 301	16 251 185
Autres	126				
	127	403 667 913	23 257 002	605 514	426 319 401
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	501 849 077			515 327 029
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	1 246 076			1 246 076
Amortissement cumulé	130	(245 754)	(41 536)		(287 290)
Valeur comptable nette	131	1 000 322			958 786

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**16. Propriétés destinées à la revente**

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	3 548 001	5 060 578
Autres	134		
	135	3 548 001	5 060 578
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	3 548 001	5 060 578

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances, immatriculations, autres	143.1	619 852	645 098
Autres			
▪	144.1		
	145	619 852	645 098

Note**19. Obligations contractuelles****Ville de Blainville**

Au 31 décembre 2025, la Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, d'enlèvement des matières résiduelles, d'évaluation foncière et autres obligations échéant jusqu'en 2035, à verser une somme totale de 27 176 287 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2026 11 332 294 \$
2027 - 5 590 488 \$
2028 - 4 899 353 \$
2029 - 2 419 825 \$
2030 - 755 412 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville

En vertu d'obligations contractuelles, la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville s'est engagée à verser la somme totale de 510 628 \$ au cours des exercices suivants :

2026 -	163 950 \$
2027 -	164 909 \$
2028 -	86 205 \$
2029 -	47 076 \$
2030 -	48 488 \$

Le Centre d'Excellence sur glace

En vertu d'obligations contractuelles, le Centre d'Excellence sur glace s'est engagé à verser la somme totale de 109 120 \$ au cours des exercices suivants :

2026 -	70 853 \$
2027 -	21 646 \$
2028 -	12 179 \$
2029 -	4 442 \$
2030 -	0 \$

De plus, le Centre s'est engagé par contrat auprès de « Le Club de Hockey Junior Armada inc. » à remettre à titre de redevance, 20 % des ventes de nourriture et de boissons pendant les événements du Club.

20. Droits contractuels

Ville de Blainville

La Ville a conclu des accords à long terme, pour certains sans échéance, donnant lieu à des droits contractuels.

Un

montant de 8 422 178 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices :

2026 -	1 613 431 \$
2027 -	1 667 092 \$
2028 -	1 720 191 \$
2029 -	1 774 032 \$
2030 -	1 647 432 \$

Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert

Dans le cadre de ses opérations, la régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 187 252 \$ sera encaissé au cours des prochains exercices :

2026 -	104 685 \$
2027 -	23 336 \$
2028 -	23 740 \$
2029 -	20 860 \$
2030 -	14 631 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le Centre d'Excellence sur glace

Dans le cadre de ses opérations, le Centre d'Excellence du glace a conclu plusieurs contrats de location et ententes donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 5 043 967 \$ sera encaissé au cours des prochains exercices :

2026 - 1 750 445 \$
2027 - 1 603 392 \$
2028 - 1 598 392 \$
2029 - 45 869 \$
2030 - 45 869 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville de Blainville fait face à des poursuites relativement à des coûts additionnels dans le cadre de contrats et l'établissement de valeurs foncières. Au 31 décembre 2025, le montant des réclamations s'élève à 1 894 073 \$. Ces poursuites sont actuellement à l'étude par des firmes d'avocats mandatées par la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014 (Loi RRSM), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la Loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. Ce jugement, maintenu par la Cour d'appel le 10 mai 2023, indique que les dispositions de la Loi RRSM qui permettent à la Ville de suspendre l'indexation automatique des retraités sont inconstitutionnelles. La Cour Suprême du Canada a annoncé le 11 avril 2024 son refus d'entendre les parties. La décision de la Cour d'appel est donc considérée comme la décision finale dans ce jugement. Ce jugement n'a aucune incidence pour le groupe de participants actifs, puisque les résultats présentés ont toujours été conformes aux modalités découlant de la Loi RRSM. De plus, la Ville n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de cette loi.

L'inconstitutionnalité de l'article 16 de la Loi RRSM n'aura pour seule conséquence potentielle que d'éliminer la cotisation d'équilibre relative au groupe de retraités requise de la Ville à compter de 2026 et dont le seuil de matérialité est négligeable aux fins du présent rapport.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme).

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2025.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, des taxes à la consommation, des mutations et des amendes et pénalités à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, se détaille comme suit au 31 décembre :

	2025
Non en souffrance	24 111 942 \$
En souffrance de plus de 12 mois	10 333 \$
Moins la provision pour créances douteuses	
	24 122 275 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

31 décembre 2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	28 077 698 \$	0 \$	0 \$	0 \$	28 077 698 \$
Dettes à long terme	41 938 797 \$	47 124 433 \$	41 279 593 \$	147 638 807 \$	277 981 630 \$
	70 016 795 \$	47 124 433 \$	41 279 593 \$	147 638 807 \$	306 059 328 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 6 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	106 251 833	110 848 732	110 534 185			110 534 185
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 785 938	2 027 214	1 948 766			1 948 766
Quotes-parts	3					2 130 115	
Transferts	4	7 838 705	10 464 931	15 292 608		1 516 858	15 297 466
Services rendus	5	10 670 231	9 113 123	10 597 503		4 592 004	14 952 375
Imposition de droits	6	15 638 481	8 750 000	17 691 003			17 691 003
Amendes et pénalités	7	2 837 830	3 150 000	3 624 097			3 624 097
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	3 207 425	1 500 000	2 717 002		109 719	2 826 721
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	1 113 532	1 900 000	24 623 002			24 623 002
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	149 343 975	147 754 000	187 028 166		8 348 696	191 497 615
Investissement							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16	2 039 346		6 016 150			6 016 150
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	5 196 162		1 977 429			1 977 429
Autres	19	123 757		562 843			562 843
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	7 359 265		8 556 422			8 556 422
	23	156 703 240	147 754 000	195 584 588		8 348 696	200 054 037

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	156 703 240	147 754 000	195 584 588		8 348 696	200 054 037
Charges							
Administration générale	25	16 642 667	18 930 771	18 019 425	667 586		18 675 011
Sécurité publique	26	31 709 891	33 325 632	34 708 296	1 410 528		36 118 824
Transport	27	20 334 145	22 621 396	24 486 062	7 465 232		31 951 294
Hygiène du milieu	28	17 449 292	17 055 137	15 689 354	7 961 068	1 578 085	23 218 742
Santé et bien-être	29	268 240		4 378 968			4 378 968
Aménagement, urbanisme et développement	30	4 746 095	4 572 124	5 309 340	105 314		5 414 654
Loisirs et culture	31	23 956 091	25 188 934	24 863 635	4 467 096	4 996 182	32 469 431
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	6 681 268	7 656 006	7 168 798		848 140	8 016 938
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	22 030 166	20 407 439	22 076 824 (	22 076 824)		
	36	143 817 855	149 757 439	156 700 702		7 422 407	160 243 862
Excédent (déficit) lié aux activités	37	12 885 385	(2 003 439)	38 883 886		926 289	39 810 175

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	12 885 385	(2 003 439)	38 883 886	39 810 175
Moins : revenus d'investissement	2	(7 359 265)		(8 556 422)	(8 556 422)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 526 120	(2 003 439)	30 327 464	31 253 753
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	22 030 166	20 407 439	22 076 824	23 257 002
Produit de cession	5	33 109		17 094 027	17 094 027
(Gain) perte sur cession	6	(2 411)		(16 796 057)	(16 796 057)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(10 494)		(786 419)	(786 419)
	8	22 050 370	20 407 439	21 588 375	22 768 553
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	512 378		726 158	726 158
Réduction de valeur / Reclassement	10	10 494		786 419	786 419
	11	522 872		1 512 577	1 512 577
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(16 320 935)	(16 037 940)	(16 894 656)	(18 307 158)
	18	(16 320 935)	(16 037 940)	(16 894 656)	(18 307 158)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(427 380)		(760 408)	(760 408)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 060 405	666 440	945 475	1 121 305
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 384 901	(1 820 000)	(24 574 442)	(24 510 689)
Réserves financières et fonds réservés	22	(943 741)	(1 212 500)	(516 402)	(1 168 818)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	166 000		235 000	235 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	1 240 185	(2 366 060)	(24 670 777)	(25 083 610)
	26	7 492 492	2 003 439	(18 464 481)	(19 109 638)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	13 018 612		11 862 983	12 144 115

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 359 265	8 556 422	8 556 422
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	6 032 647)(	1 314 195)(	1 314 195)
Sécurité publique	3 (	1 763 220)(	1 637 514)(	1 637 514)
Transport	4 (	13 642 648)(	13 502 761)(	13 502 761)
Hygiène du milieu	5 (	4 861 595)(	3 383 446)(	125 343)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	354 261)(	4 257 489)(	4 257 489)
Loisirs et culture	8 (	3 023 790)(	11 898 555)(	127 202)(
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	29 678 161)(	35 993 960)(	252 545)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	18 448 627	9 790 000	9 790 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	427 380	760 408	760 408
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		1 223 697	35 232
Excédent de fonctionnement affecté	17		1 464 529	1 464 529
Réserves financières et fonds réservés	18	1 850 704	1 540 678	1 540 678
	19	2 278 084	4 989 312	35 232
	20	(8 951 450)	(21 214 648)	(217 313)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 592 185)	(12 658 226)	(217 313)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	31 338 836	45 562 204	3 999 699	49 561 903
Débiteurs (note 5)	2	40 887 065	49 359 221	223 453	46 995 635
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	72 225 901	94 921 425	4 223 152	96 557 538
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	30 000			
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	28 726 434	30 291 173	3 377 547	31 081 681
Revenus reportés (note 11)	12	6 539 896	6 098 765	74 603	6 173 368
Dettes à long terme (note 12)	13	223 275 197	195 939 260	19 606 744	215 546 004
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	8 308 000	10 410 000		10 410 000
Autres passifs (note 14)	15				
	16	266 879 527	242 739 198	23 058 894	263 211 053
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(194 653 626)	(147 817 773)	(18 835 742)	(166 653 515)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	501 849 077	485 834 345	29 492 684	515 327 029
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 060 578	3 548 001		3 548 001
Stocks de fournitures	20	631 886	407 371	94 450	501 821
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	645 098	599 374	20 478	619 852
	23	508 186 639	490 389 091	29 607 612	519 996 703
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	17 724 410	20 895 578	(2 124 532)	18 771 046
Excédent de fonctionnement affecté	25	19 255 186	52 495 348	32 227	52 527 575
Réserves financières et fonds réservés	26	6 839 675	3 633 820	3 241 310	6 875 130
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	12 195 991)	10 486 000)	1 767 655)	12 253 655)
Financement des investissements en cours	28	(17 849 307)	(30 849 709)	(190 482)	(31 040 191)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	299 759 040	306 882 281	11 581 002	318 463 283
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	313 533 013	342 571 318	10 771 870	353 343 188
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	54 790 305	56 253 487	57 868 802	53 720 544
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	14 691 703	15 315 665	15 527 050	13 671 101
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	2 778 785	3 528 359	3 528 359	3 134 003
Autres biens et services	8	37 012 596	34 497 965	36 394 375	34 619 883
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	7 549 455	7 452 506	8 300 646	8 098 415
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				286
D'autres tiers	12	106 551	105 292	105 292	49 032
Autres frais de financement	13		(389 000)	(389 000)	(407 000)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	8 764 700	8 756 037	6 547 769	6 214 527
Transferts	15				
Autres	16	224 800	219 632	219 632	189 979
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	2 738 710	8 122 364	8 122 364	3 836 893
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	20 407 439	22 076 824	23 257 002	23 379 267
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclamations	21.1	30 000	17 810	17 810	32 041
▪ Coût des propriétés à la revente	21.2		726 155	726 155	512 378
▪ Autres	21.3	662 395	17 606	17 606	22 630
	22	149 757 439	156 700 702	160 243 862	147 073 979

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 771 046	17 724 410
Excédent de fonctionnement affecté	2	52 527 575	19 255 186
Réserves financières et fonds réservés	3	6 875 130	6 839 675
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	12 253 655)(	12 195 991)
Financement des investissements en cours	5	(31 040 191)	(17 849 307)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	318 463 283	299 759 040
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	353 343 188	313 533 013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	20 895 578	21 395 769
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(2 124 532)	(3 671 359)
	11	18 771 046	17 724 410
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget subséquent	12.1	1 371 919	666 440
▪ Réserve - Transport en commun	12.2	2 113 085	2 113 085
▪ Dette à long terme Terrains	12.3	13 190 333	7 580 909
▪ Dette à long terme Seigneurie	12.4	461 004	505 999
▪ Fonds d'infrastructures	12.5	8 150 000	3 150 000
▪ Fonds résilience	12.6	1 500 000	1 500 000
▪ Fonds de développement économique	12.7	3 129 476	1 975 000
▪ Plan transition écologique	12.8	2 076 951	1 700 000
▪ Expropriation Loi 93	12.9	17 002 580	
▪ Plan directeur des Parcs	12.10	3 500 000	
	13	52 495 348	19 191 433
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIAESTB	14.1	32 227	63 753
	15	32 227	63 753
	16	52 527 575	19 255 186

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Fonds vert	18.1	756 625
	19	594 454
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪ RIAESTB	21.1	3 165 756
	22	2 513 340
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 038 667
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 167 628
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	1 838 528
Organismes contrôlés et partenariats	28	75 554
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	199 863
Autres		
▪	32.1	
	33	2 952 749
	34	3 731 881
	34	6 875 130
		6 839 675

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (10 486 000)	(10 251 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 (10 486 000)	(10 251 000)
Assainissement des sites contaminés	42 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres	45.1 ()	()
▪	46 (10 486 000)	(10 251 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres	49.1 ()	()
▪	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()	()
Autres	54.1 ()	()
▪	55 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 (1 767 655)	(1 944 991)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres	60.1	
▪	61 (1 767 655)	(1 944 991)
	62 (12 253 655)	(12 195 991)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 4 490 398	4 156 789
Investissements à financer	64 (35 530 589)(	22 006 096)
	65 (31 040 191)	(17 849 307)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 515 327 029	501 849 077
Propriétés destinées à la revente	67 3 548 001	5 060 578
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 518 875 030	506 909 655
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 518 875 030	506 909 655
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (215 546 004)(	223 275 197)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (642 297)(	724 480)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 14 008 387	14 903 559
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 1 767 655	789 670
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 512	1 155 833
	79 (200 411 747)(	207 150 615)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (200 411 747)(	207 150 615)
	82 318 463 283	299 759 040

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine (2) régimes de retraite à prestations déterminées.

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS COLS BLEUS ET COLS BLANCS

Ce régime de retraite à prestations déterminées ne vise que le service cumulé des employés cols bleus et cols blancs au 31 décembre 2015, ainsi que le service pour les années 2014 et 2015 pour les employés policiers. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des trois années les mieux rémunérées, à l'exception des prestations relatives aux années 2014 et 2015 pour les employés cols bleus et cols blancs, qui sont basées sur un « salaire carrière indexé ». En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM), l'indexation automatique des rentes des participants actifs a été abolie.

Le régime est enregistré auprès de Retraite Québec et auprès de l'Agence du revenu du Canada. La Ville se porte garante de tout déficit actuariel de ce régime. Selon la dernière évaluation actuarielle du régime au 31 décembre 2024, le régime indiquait un degré de solvabilité de 103,5 % pour le volet antérieur et de 119,5 % pour le volet postérieur. Au niveau de la situation financière sur la base de la capitalisation, le régime présente un surplus de 4 342 000 \$ dans le volet antérieur et présente un déficit de 78 600 \$ dans le volet postérieur. Une cotisation spéciale de modification de 93 800 \$ sera transférée du fonds de stabilisation au compte général le 1er janvier 2025 pour financer ce déficit. Le degré de capitalisation du compte général du régime est de 112,3 % pour le volet antérieur et de 99,2 % pour le volet postérieur.

Pour les années à compter du 1er janvier 2016, les employés cols bleus et cols blancs, ainsi que les employés policiers syndiqués, n'accumulent plus de droits dans le présent régime. La description du RRFS paraît à la page 45.

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS POLICIERS ET CADRES

Ce régime de retraite à prestations déterminées, auquel participent les employés policiers et cadres de la Ville de Blainville, ne vise que le service cumulé au 31 décembre 2013 pour les employés policiers. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des trois années les mieux rémunérées pour le volet antérieur et sur la moyenne des cinq années les mieux rémunérées pour le volet postérieur (pour les participants actifs au 31 décembre 2023, ainsi que pour les nouveaux participants ayant adhéré au régime depuis le 1er janvier 2024, la moyenne est sur trois années dans le volet postérieur). En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM), l'indexation automatique des rentes des participants actifs a été abolie.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce régime est enregistré auprès de Retraite Québec et de l'Agence du revenu du Canada. La Ville se porte garante de tout déficit actuariel du volet antérieur de ce régime, tandis que le déficit actuariel du volet postérieur est partagé à parts égales entre la Ville et les participants actifs. Selon la dernière évaluation actuarielle du régime au 31 décembre 2024, le régime indiquait un degré de solvabilité de 106,8 % pour le volet antérieur et de 92,8 % pour le volet postérieur. Au niveau de la situation financière sur la base de la capitalisation, le régime présente un surplus de 4 030 800 \$ dans le volet antérieur et un déficit de 80 400 \$ dans le volet postérieur. Une cotisation spéciale de modification de 97 200 \$ sera transférée du fonds de stabilisation au compte général le 1er janvier 2025 pour financer ce déficit. Le degré de capitalisation du compte général du régime est de 107,3 % pour le volet antérieur et de 99,6 % pour le volet postérieur.

Policiers

Pour les années à compter du 1er janvier 2014, les employés policiers syndiqués n'accumulent plus de droits dans le présent régime et donc n'ont aucun droit dans le volet postérieur du régime. La description du RRFs paraît à la page 45.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 943 000	1 162 000
Charge de l'exercice	4 (1 250 000)(	415 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 (617 000)	1 196 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 76 000	1 943 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 163 555 000	157 214 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (151 595 000)(	145 167 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 11 960 000	12 047 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (6 014 000)	(5 721 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 5 946 000	6 326 000
Provision pour moins-value	12 (5 870 000)(	4 383 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 76 000	1 943 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 512 000	2 300 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 369 000	2 803 000
	20 2 881 000	5 103 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 271 000)(	1 174 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 1 610 000	3 929 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (810 000)	(873 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (369 000)	(2 803 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 1 487 000	875 000
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 1 918 000	1 128 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 9 274 000	8 561 000
Rendement espéré des actifs	32 (9 942 000)(	9 274 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (668 000)	(713 000)
Charge de l'exercice	34 1 250 000	415 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 13 104 000	13 290 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (9 942 000)(	9 274 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 3 162 000	4 016 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (1 690 000)	(1 222 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 7 417 000	6 786 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 9 794 000	9 526 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 20 079 000	17 864 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 9	10
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 7	8
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 26	27
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,45 %	6,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,48 %	6,35 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,87 %	2,87 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville parraine un régime d'assurances collectives à prestations déterminées offrant des protections d'assurances-vie, de décès et mutilation par accident et d'assurance-maladie à tous les employés de la Ville à compter de leur retraite.

Ces protections sont offertes jusqu'à ce que le retraité atteigne l'âge de 65 ans. Les coûts sont partagés entre les employés et la Ville selon la catégorie d'emploi du retraité au moment de sa retraite et selon les protections offertes.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (10 251 000)	(10 085 000)
Charge de l'exercice	56 (290 000)	(211 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 55 000	45 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (10 486 000)	(10 251 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (10 486 000)	(10 251 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (10 486 000)	(10 251 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (10 486 000)	(10 251 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (10 486 000)	(10 251 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 11 000	(95 000)
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 11 000	(95 000)
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 11 000	(95 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 11 000	(95 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 279 000	306 000
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 279 000	306 000
Charge de l'exercice	86 290 000	211 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 264 000	(546 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 55 000	45 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 %	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪ Facteur de vieillissement - %	103.1 3	3

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements**Régime de retraite par financement salarial de la FTQ des pompiers**

Ce régime de retraite à cotisations déterminées est administré par un comité de retraite conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ses règlements. L'âge normal de la retraite est 65 ans et l'âge sans réduction de la rente est de 60 ans.

Les cotisations salariales des employés sont établies à 11 % du salaire (2024 - 10,3 %).

La Ville contribue au régime pour un montant équivalent à celui des employés. La cotisation des employés est égale au coût du service courant, plus l'amortissement de tout déficit moins la cotisation de la Ville.

Régime de retraite par financement salarial des employés de Blainville (RRFS)

Ce régime de retraite est administré par un comité de retraite conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ses règlements. Le Régime est institué conjointement par le Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section locale 2229, le Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section locale 2301 et l'Association des policiers et policières de Blainville Inc. Le Régime est enregistré auprès de Retraite Québec et de l'Agence de revenu du Canada. Le Régime ne reconnaît aucun service passé au 1^{er} janvier 2016. Le coût des engagements totaux du Régime, déduction faite de la cotisation patronale, est à la seule charge des employés actifs.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans et l'âge de retraite sans réduction de la rente est de 60 ans. Toutefois, il est possible de prendre une retraite sans réduction avant 60 ans, selon les conditions suivantes:

- Cols blancs ou cols bleus: lorsque l'âge et les années de service continu totalisent 85
- Policiers: lorsque l'âge et les années de service continu totalisent 80 points (ce total est abaissé à 78 pour un policier actif et participant au régime le mois qui précède sa retraite)

Les cotisations salariales et patronales en 2025 sont établies comme suit :

	Employés	Employeur
Cols blancs	11 %	13 %
Cols bleus	11 %	13 %
Policiers	14 %	14 %

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

De plus, en vertu de la convention collective, l'employeur verse annuellement à la caisse des cotisations convenues dédiées aux cols blancs comme suit: la somme obtenue en appliquant 0,5 % venant de l'augmentation de salaires des employés sur le temps supplémentaire payé dans l'année.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106	476 728	550 852
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	3 749 316	3 514 325
	110	4 226 044	4 065 177

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
--	-----	---	--

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert contribue au REER des employés permanents à la hauteur de la cotisation de l'employé, jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut de l'employé.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	6 002	4 508
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	6 002	4 508

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	12	13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financements du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	27 313	27 046
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	93 713	91 144
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	27 808	27 417
	121	121 521	118 561

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	69 067 399	69 067 399	66 716 444
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	19 410 264	19 410 264	18 140 519
Activités de fonctionnement	3	4 950 739	4 950 739	4 611 307
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	93 428 402	93 428 402	89 468 270
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	798 215	798 215	821 370
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	3 575 029	3 575 029	3 375 313
Matières résiduelles	15	7 612 951	7 612 951	7 299 431
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Piscines	17.1	462 538	462 538	464 033
Centres d'urgence 9-1-1	18	353 343	353 343	323 610
Service de la dette	19	4 303 707	4 303 707	4 499 806
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	17 105 783	17 105 783	16 783 563
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	17 105 783	17 105 783	16 783 563
	28	110 534 185	110 534 185	106 251 833

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30		
Compensations pour les terres publiques	31	796	796
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	339 881	339 881
Cégeps et universités	33		106 172
Écoles primaires et secondaires	34	843 188	843 188
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35		
	36	1 183 865	1 183 865
			888 350
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	37	764 469	764 469
Taxes sur une autre base			897 178
Taxes, compensations et tarification	38	432	432
Taxes d'affaires	39		410
	40	764 901	764 901
			897 588
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
	43		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44		
Autres	45		
	46		
	47	1 948 766	1 948 766
			1 785 938

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49	607 068	607 068	669 834
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	37 714	37 714	219 286
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	313 331	313 331	334 284
Traitement des eaux usées	66			1 066
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	896 348	896 348	847 189
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	3 294 273	3 294 273	2 005 046
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			211 745
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76	4 378 968	4 378 968	
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	735 868	735 868	
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	52 836	57 694	52 308
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	218 896	218 896	230 611
Autres	86	419 145	419 145	112 948
Réseau d'électricité	87			
	88	10 954 447	10 959 305	4 684 317

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	105 000	105 000	904 187
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106			109 936
Traitement des eaux usées	107			936 373
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121	(88 850)	(88 850)	88 850
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	6 000 000	6 000 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	6 016 150	6 016 150	2 039 346

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	4 338 161	4 338 161	3 201 498
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC	138			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	4 338 161	4 338 161	3 201 498
TOTAL DES TRANSFERTS	141	21 308 758	21 313 616	9 925 161

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	1 510 670	1 510 670	1 306 393
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 510 670	1 510 670	1 306 393
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	7 967	7 967	7 551
Enlèvement de la neige	153	321 495	321 495	352 014
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	329 462	329 462	359 565
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	6 352	6 352	48 862
Traitement des eaux usées	160	86 491	45 834	44 368
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	92 843	52 186	93 230

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180	65 612	63 087
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183	65 612	63 087
Réseau d'électricité	184		
	185	1 932 975	1 957 930
		1 957 930	1 822 275

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	887 902	887 902	1 079 481
	189	887 902	887 902	1 079 481
Sécurité publique				
Police	190	3 966 846	3 966 846	4 219 644
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	354 946	354 946	216 177
Sécurité civile				
Autres	194			
	195	4 321 792	4 321 792	4 435 821
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	69 774	69 774	330 759
Enlèvement de la neige	197	82 739	82 739	
Autres	198	269 773	269 773	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	422 286	422 286	330 759
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206	14 198	14 198	25 511
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	34 925	34 925	27 895
Matières recyclables	210	79 531	79 531	78 692
Autres	211	7 242	7 242	9 339
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	135 896	135 896	141 437

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	65 257	65 257	64 400
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	65 257	65 257	64 400
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	2 800 390	7 130 307	6 474 334
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	31 005	31 005	30 969
Autres	228			
	229	2 831 395	7 161 312	6 505 303
Réseau d'électricité				
	230			
	231	8 664 528	12 994 445	12 557 201
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	10 597 503	14 952 375	14 379 476

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	655 894	655 894	533 155
Droits de mutation immobilière	234	17 035 109	17 035 109	15 105 326
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	17 691 003	17 691 003	15 638 481
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	3 624 097	3 624 097	2 837 830
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	2 717 002	2 826 721	3 315 045
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	16 796 057	16 796 057	2 411
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	7 572 281	7 572 281	639 983
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	1 992 896	1 992 896	5 525 095
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	802 040	802 040	266 832
	252	27 163 274	27 163 274	6 434 321
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	1 508 335		1 508 335	1 386 453
Greffe et application de la loi	2	3 700 503	16 682	3 717 185	2 609 014
Gestion financière et administrative	3	8 602 846	650 070	9 252 916	9 579 039
Évaluation	4	412 658		412 658	561 420
Gestion du personnel	5	2 727 693	834	2 728 527	2 138 026
Autres					
▪ Assurances et réclamations	6.1	1 067 390		1 067 390	1 012 678
	7	18 019 425	667 586	18 687 011	17 286 630
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	22 360 375	757 425	23 117 800	20 951 418
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	11 901 750	652 636	12 554 386	11 561 508
Sécurité civile	11	4 603	467	5 070	5 901
Autres	12	441 568		441 568	415 743
	13	34 708 296	1 410 528	36 118 824	32 934 570
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	9 354 321	6 937 296	16 291 617	14 761 645
Enlèvement de la neige	15	8 512 867		8 512 867	6 677 386
Éclairage des rues	16	667 459	338 759	1 006 218	974 713
Circulation et stationnement	17	1 021 365	166 997	1 188 362	1 153 179
Transport collectif					
Transport en commun	18	4 930 050	22 180	4 952 230	4 676 355
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	24 486 062	7 465 232	31 951 294	28 243 278

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 655 074	655 980	3 311 054	3 562 760
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 100 801	2 593 229	4 694 030	4 283 654
Traitement des eaux usées	25	1 796 623	340 987	2 137 610	1 433 851
Réseaux d'égout	26	1 568 440	4 332 883	5 901 323	6 077 143
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 837 314		1 837 314	1 832 268
Élimination	28	1 195 075		1 195 075	1 163 337
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 135 077		1 135 077	2 016 814
Tri et conditionnement	30				806 990
Matières organiques					
Collecte et transport	31	1 433 405		1 433 405	1 442 679
Traitement	32	504 908		504 908	514 128
Matériaux secs	33	642 470	4 773	647 243	560 578
Autres	34	149 803		149 803	204 236
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau					
Protection de l'environnement	37				
Autres	38	670 364	33 216	703 580	703 580
Autres	39				
	40	15 689 354	7 961 068	23 650 422	24 602 018
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	4 378 968		4 378 968	268 240
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	43				
Autres	44				
	45	4 378 968		4 378 968	268 240

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 618 783	59 726	2 678 509	2 350 521
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	847 888	45 588	893 476	695 169
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52	1 842 669		1 842 669	1 805 922
	53	5 309 340	105 314	5 414 654	4 851 612

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	7 039 595	2 944 243	9 983 838	8 483 838	7 347 160
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 742 767	601 183	3 343 950	7 533 010	6 762 803
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 958 384	493 527	3 451 911	3 451 911	3 493 099
Parcs et terrains de jeux	57	7 198 580		7 198 580	7 888 550	8 780 655
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	575 560		575 560	335 230	345 265
Autres	60	932 942		932 942	932 942	991 251
	61	21 447 828	4 038 953	25 486 781	28 625 481	27 720 233
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	3 415 807	428 143	3 843 950	3 843 950	3 426 665
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	3 415 807	428 143	3 843 950	3 843 950	3 426 665
	68	24 863 635	4 467 096	29 330 731	32 469 431	31 146 898

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	7 246 500		7 246 500	8 094 640	7 863 796
Autres frais	71	311 298		311 298	311 298	283 937
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	(389 000)		(389 000)	(389 000)	(407 000)
Autres	73					
	74	7 168 798		7 168 798	8 016 938	7 740 733
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	22 076 824 (	22 076 824)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Blainville | 73015 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	405 019	405 019	2 164 070
Usines de traitement de l'eau potable	2	39 845	165 188	287 918
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 753 918	2 753 918	2 378 775
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 587 984	8 587 984	8 208 127
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	955 525	955 525	93 049
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	6 617 218	6 617 218	2 720 488
Autres infrastructures	11	318 345	318 345	677 084
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 285 254	2 319 424	9 823 423
Édifices communautaires et récréatifs	14	7 392 976	7 419 272	5 743
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	3 322 515	3 331 248	2 236 684
Ameublement et équipement de bureau	18	1 133 682	1 133 885	400 011
Machinerie, outillage et équipement divers	19	325 791	383 591	1 307 137
Terrains	20	1 855 888	1 855 888	186 266
Autres	21			
	22	35 993 960	36 246 505	30 488 775

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			435 407
Usines de traitement de l'eau potable	2	39 845	165 188	287 918
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	2 348 899	2 348 899	650 112
Autres infrastructures	5	15 311 680	15 311 680	9 959 911
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	405 019	405 019	1 728 663
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	405 019	405 019	1 728 663
Autres infrastructures	10	1 167 392	1 167 392	1 738 837
Autres immobilisations corporelles	11	16 316 106	16 443 308	13 959 264
	12	35 993 960	36 246 505	30 488 775

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	46 100 317	1 072 513	3 975 200	43 197 630
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	162 995 801	36 830 442	40 843 959	158 982 284
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	209 096 118	37 902 955	44 819 159	202 179 914
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 903 559		895 172	14 008 387
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	14 903 559		895 172	14 008 387
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	14 903 559		895 172	14 008 387
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	14 903 559		895 172	14 008 387
	19	223 999 677	37 902 955	45 714 331	216 188 301
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	223 999 677	37 902 955	45 714 331	216 188 301

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	196 508 452	204 508 280
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	35 340 107	21 940 957
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	14 008 387	14 903 559
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		4 156 789
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	217 840 172	207 388 889
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	19 870 333	19 534 739
Endettement net à long terme	14	237 710 505	226 923 628
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	1 738 082	1 241 466
Autres organismes	17	11 351 000	10 759 000
Endettement total net à long terme	18	250 799 587	238 924 094
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	250 799 587	238 924 094
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 789 033	1 789 033	1 752 391
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 930 051	4 930 051	4 654 175
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 796 623	(171 315)	(192 039)
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	240 330		
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	8 756 037	6 547 769	6 214 527

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	35 402 229	28 637 419
Frais de financement	4	591 731	1 040 742
Autres	5		
	6	35 993 960	29 678 161

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	104,67	33,50	182 966,65	12 570 768	3 874 742	16 445 510
Professionnels	2						
Cols blancs	3	219,32	33,00	382 042,97	14 743 492	4 157 226	18 900 718
Cols bleus	4	155,42	37,00	291 448,20	11 281 308	2 721 446	14 002 754
Policiers	5	93,51	37,80	193 419,65	11 169 821	3 051 919	14 221 740
Pompiers	6	52,98	42,00	126 434,14	5 518 375	1 244 830	6 763 205
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	625,90		1 176 311,61	55 283 764	15 050 163	70 333 927
Élus	9	13,00			969 723	265 502	1 235 225
	10	638,90			56 253 487	15 315 665	71 569 152

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	313 331				313 331
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	14 979 277	6 016 150			20 995 427
	7	15 292 608	6 016 150			21 308 758

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	737 155	522 744
	4	737 155	522 744
Sécurité publique			
Police	5	120 869	111 895
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	191 053	109 338
Sécurité civile	8	1 897	2 051
Autres	9		
	10	313 819	223 284
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	2 417 384	2 351 855
Enlèvement de la neige	12	1 492	1 290
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	2 418 876	2 353 145
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	143 443	159 259
Réseau de distribution de l'eau potable	18	641 823	666 098
Traitement des eaux usées	19	134 140	125 315
Réseaux d'égout	20	1 100 005	1 134 495
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	11 088	12 323
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	326	153
Autres	26		
	27	2 030 825	2 097 643
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	305 507	204 200
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	164 238	169 248
Autres	36		
	37	469 745	373 448
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 196 169	1 107 598
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	2 209	3 406
Autres	40		
	41	1 198 378	1 111 004
Réseau d'électricité			
	42		
	43	7 168 798	6 681 268

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Liza Poulin	1.1 Maire	121 176	21 566	52 199	3 311
Marie-Claude Perron	1.2 Conseiller	49 234	21 339		
David Malenfant	1.3 Conseiller	49 234	21 339		
Serge Paquette	1.4 Conseiller	74 108	18 544		
Philippe Magnenat	1.5 Conseiller	58 016	21 339		
Francis Allaire	1.6 Conseiller	49 234	21 339		
Nicole Ruel	1.7 Conseiller	49 234	21 339		
Patrick Marineau	1.8 Conseiller	49 234	21 339		
Stephane Bertrand	1.9 Conseiller	49 234	21 339		
Michele Murray	1.10 Conseiller	49 234	21 339		
Marie-Claude Collin	1.11 Conseiller	49 234	21 339		
Stephane Dufour	1.12 Conseiller	56 707	18 544		
Jean-Francois Pinard	1.13 Conseiller	50 771	21 339		
Jade Laporte	1.14 Conseiller	6 448	2 795		
Nathalie St-Laurent	1.15 Conseiller	6 448	2 795		
	2	767 546	277 634	52 199	3 311

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			6 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3			_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7			_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11			_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14			_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17			_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			_____ \$
Ligne 24 : Libres	20			_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24			_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 47
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 48 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 49
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025
- 50 _____ 4 936 857 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 51
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 52 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 53
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 54 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :
- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 55
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 56 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV. 57
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 58 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 59
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 60
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 61
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 62 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 64 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 65
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 66 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 33 154 \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2020-03-179

b) Date d'adoption de la résolution

93 2020-03-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 2

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|----------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 10 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ 3 |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 6 226 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 2 467 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 12 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Chantal Gauvreau

Adresse courriel du directeur général

10 chantal.gauvreau@blainville.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : Marie France Potvin

Fonction du signataire : Directrice des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-09 10:48

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	149 343 975	147 754 000	187 028 166	8 348 696	191 497 615
Investissement	2	7 359 265		8 556 422		8 556 422
	3	156 703 240	147 754 000	195 584 588	8 348 696	200 054 037
Charges	4	143 817 855	149 757 439	156 700 702	7 422 407	160 243 862
Excédent (déficit) lié aux activités	5	12 885 385	(2 003 439)	38 883 886	926 289	39 810 175
Moins : revenus d'investissement	6	(7 359 265)	()	(8 556 422)	()	(8 556 422)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 526 120	(2 003 439)	30 327 464	926 289	31 253 753
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	22 030 166	20 407 439	22 076 824	1 180 178	23 257 002
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(16 320 935)	(16 037 940)	(16 894 656)	(1 412 502)	(18 307 158)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(427 380)	()	(760 408)	()	(760 408)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 667 565	(2 366 060)	(23 910 369)	(412 833)	(24 323 202)
Autres éléments de conciliation	13	543 076		1 024 128		1 024 128
	14	7 492 492	2 003 439	(18 464 481)	(645 157)	(19 109 638)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	13 018 612		11 862 983	281 132	12 144 115

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	31 338 836	45 562 204	49 561 903	31 338 836
Débiteurs	2	40 887 065	49 359 221	46 995 635	40 887 065
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5				
	6	72 225 901	94 921 425	96 557 538	72 225 901
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	30 000			30 000
Créditeurs et charges à payer	9	28 726 434	30 291 173	31 081 681	28 726 434
Revenus reportés	10	6 539 896	6 098 765	6 173 368	6 539 896
Dette à long terme	11	223 275 197	195 939 260	215 546 004	223 275 197
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	8 308 000	10 410 000	10 410 000	8 308 000
Autres	13				
	14	266 879 527	242 739 198	263 211 053	266 879 527
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(194 653 626)	(147 817 773)	(166 653 515)	(194 653 626)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	501 849 077	485 834 345	515 327 029	501 849 077
Autres	17	6 337 562	4 554 746	4 669 674	6 337 562
	18	508 186 639	490 389 091	519 996 703	508 186 639
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	17 724 410	20 895 578	18 771 046	17 724 410
Excédent de fonctionnement affecté	20	19 255 186	52 495 348	52 527 575	19 255 186
Réserves financières et fonds réservés	21	6 839 675	3 633 820	6 875 130	6 839 675
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(12 195 991)	(10 486 000)	(12 253 655)	(12 195 991)
Financement des investissements en cours	23	(17 849 307)	(30 849 709)	(31 040 191)	(17 849 307)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	299 759 040	306 882 281	318 463 283	299 759 040
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	313 533 013	342 571 318	353 343 188	313 533 013

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget subséquent	1.1	1 371 919	666 440
▪ Réserve - Transport en commun	1.2	2 113 085	2 113 085
▪ Dette à long terme Terrains	1.3	13 190 333	7 580 909
▪ Dette à long terme Seigneurie	1.4	461 004	505 999
▪ Fonds d'infrastructures	1.5	8 150 000	3 150 000
▪ Fonds résilience	1.6	1 500 000	1 500 000
▪ Fonds de développement économique	1.7	3 129 476	1 975 000
▪ Plan transition écologique	1.8	2 076 951	1 700 000
▪ Expropriation Loi 93	1.9	17 002 580	
▪ Plan directeur des Parcs	1.10	3 500 000	
	2	52 495 348	19 191 433
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	32 227	63 753
	4	52 527 575	19 255 186
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Fonds vert	6.1	756 625	594 454
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	3 165 756	2 513 340
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	1 038 667	1 167 628
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 838 528	2 288 836
Organismes contrôlés et partenariats	11	75 554	75 554
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		199 863
Autres			
▪	15.1		
	16	6 875 130	6 839 675
	17	59 402 705	26 094 861

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	217 840 172	207 388 889
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	250 799 587	238 924 094

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	158 982 284	162 995 801
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	43 197 630	46 100 317
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	14 008 387	14 903 559
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	216 188 301	223 999 677

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	106 251 833	110 848 732	110 534 185	110 534 185
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 785 938	2 027 214	1 948 766	1 948 766
Quotes-parts	14				
Transferts	15	7 838 705	10 464 931	15 292 608	15 297 466
Services rendus	16	10 670 231	9 113 123	10 597 503	14 952 375
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	18 476 311	11 900 000	21 315 100	21 315 100
Autres	18	4 320 957	3 400 000	27 340 004	27 449 723
	19	149 343 975	147 754 000	187 028 166	191 497 615
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 039 346		6 016 150	6 016 150
Autres	23	5 319 919		2 540 272	2 540 272
	24	7 359 265		8 556 422	8 556 422
	25	156 703 240	147 754 000	195 584 588	200 054 037

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	18 019 425	667 586	18 687 011	18 675 011	17 286 630
Sécurité publique						
Police	2	22 360 375	757 425	23 117 800	23 117 800	20 951 418
Sécurité incendie	3	11 901 750	652 636	12 554 386	12 554 386	11 561 508
Autres	4	446 171	467	446 638	446 638	421 644
Transport						
Réseau routier	5	19 556 012	7 443 052	26 999 064	26 999 064	23 566 923
Transport collectif	6	4 930 050	22 180	4 952 230	4 952 230	4 676 355
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	8 120 938	7 923 079	16 044 017	15 612 337	15 357 408
Matières résiduelles	9	6 898 052	4 773	6 902 825	6 902 825	8 541 030
Autres	10	670 364	33 216	703 580	703 580	703 580
Santé et bien-être	11	4 378 968		4 378 968	4 378 968	268 240
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 618 783	59 726	2 678 509	2 678 509	2 350 521
Promotion et développement économique	13	847 888	45 588	893 476	893 476	695 169
Autres	14	1 842 669		1 842 669	1 842 669	1 805 922
Loisirs et culture	15	24 863 635	4 467 096	29 330 731	32 469 431	31 146 898
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	7 168 798		7 168 798	8 016 938	7 740 733
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	134 623 878	22 076 824	156 700 702	160 243 862	147 073 979
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	22 076 824 (	22 076 824)			
	21	156 700 702		156 700 702	160 243 862	147 073 979

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	7 359 265	8 556 422		8 556 422
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	29 678 161)(	35 993 960)(	252 545)(	36 246 505)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()()()()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	18 448 627	9 790 000		9 790 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	427 380	760 408		760 408
Excédent accumulé	6	1 850 704	4 228 904	35 232	4 264 136
	7	(8 951 450)	(21 214 648)	(217 313)	(21 431 961)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 592 185)	(12 658 226)	(217 313)	(12 875 539)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14